

Le Relais ne connaît pas la crise

Né de la volonté de donner du travail à des personnes en grande difficulté, le numéro un de la collecte du textile en France a créé un emploi par semaine depuis 1984

ANNE RODIER

Envoyée spéciale à Bruay-la-Buissière (Pas-de-Calais)

Sur un ancien site des houillères, acheté en 1984 pour établir la communauté d'Emmaüs de Bruay-la-Buissière (Pas-de-Calais), trois grandes bâtisses se dressent. Vingt hectares de campagne délimitent la bien nommée « zone d'activité du Possible ». C'est là qu'il y a près de trente ans, Pierre Duponchel, aidé du Père Léon, une figure de la communauté d'Emmaüs, a créé Le Relais, association d'insertion par l'activité économique, spécialisée dans le recyclage textile, numéro un (55 %) de la collecte en France.

Le Relais, rattaché à Emmaüs, est maintenant une grande entreprise au développement spectaculaire. Elle dispose de vingt-huit sites en France, de trois en Afrique, sous le statut de sociétés coopératives et participatives, et emploie près de 2 200 salariés. La crise aidant, son chiffre d'affaires a plus que doublé depuis 2007 ! Il est désormais de 95 millions d'euros pour 2012, en croissance annuelle moyenne de 12 % depuis trente ans. Et l'ambition est de doubler l'activité d'ici à 2015, en créant quinze nouveaux sites en France. M. Duponchel l'a réaffirmé le 1^{er} février, lors d'une visite du ministre délégué à l'économie sociale, Benoît Hamon, dans un Relais des Yvelines. Un objectif qui paraît réaliste au vu des résultats récents.

A Bruay-la-Buissière, où a commencé l'aventure, des alignements de conteneurs blancs estampillés du logo bleu Le Relais mènent au centre de tri, qui abrite une centaine de personnes sur 430 salariés sur le site. À l'entrée, les « crackers » ouvrent les sacs collectés et évacuent tout ce qui n'est pas textile. Une « trieuse-boutique » repère ce qui part directement à la vente dans les friperies du réseau. C'est « la crème », qui représente 6 % des collectes, mais 25 % du chiffre d'affaires !

Valère, 44 ans, a fait tous les postes du tri depuis douze ans. Face à un grand bac métallique, elle extrait la « brûle », c'est comme ça qu'on appelle les déchets (10 % du tri). Debout derrière les tapis verts, des femmes trient par catégories les vêtements qui défilent en paquets, éclairés par des néons. Christelle, 43 ans, est coupeuse depuis vingt et un ans. A mains nues pour bien reconnaître la matière, elle met de côté le synthétique, qui ne se recycle pas en chiffons, et coupe tout ce qui sur le coton pourrait gêner l'essuyage, comme les boutons par exemple. Au fond du hangar-atelier, les balles de tissus multicolores destinées à l'export (49 %) donnent un aspect patchwork à cette production. Le tri est l'activité des Relais qui génère le plus d'emplois aujourd'hui.

Cette success story du Pas-de-Calais dans la filière textile résulte pour partie de l'évolution du modèle de production. Les vieilles chemises qui se transforment en chiffons pour l'indus-



Le Relais à Bruay-la-Buissière (Pas-de-Calais), le 13 février. Les vêtements en parfait état sont retirés des sacs pour partir en boutique. Les autres sont posés sur un tapis roulant (ci-contre). Ils sont triés par type de vêtements (en bas à gauche), puis regroupés dans des bacs.

AIMÉE THIRION POUR « LE MONDE »



trie mécanique ou automobile, c'est l'image d'Épinal de la valorisation du textile. C'est toujours une réalité en 2013 : 10 % de la collecte finit en chiffons. Mais cette industrie s'est diversifiée depuis. Les vieux jeans sont aujourd'hui transformés en isolants thermiques pour les logements, en futons ou en isolants acoustiques pour les salles de spectacle. C'est le travail de la filiale Métisse à Billy-Berclau (Pas-de-Calais) qui valorise 25 % de la récupération actuelle.

À l'origine, Le Relais ne faisait que de la collecte. Les conteneurs ont progressivement remplacé le porte-à-porte. Quelque 15 800 d'entre eux sont désormais répartis sur tout le territoire (leur liste complète sur le site <http://lerelais.org/oudonner.php>). Un tiers des magasins Carrefour en sont équipés. « La pose de dix conteneurs permet la création d'un emploi direct », indique la société.

Le porte-à-porte n'a toutefois pas complètement disparu, même s'il cou-

te 2,5 fois plus cher que la collecte par conteneurs, car « il permet de garder certains salariés qui ne savent faire que ça. Et du point de vue des habitants, c'est un peu comme le passage du facteur », explique un salarié du site de Bruay.

La diversification des activités s'est imposée à la fin des années 1980, lorsqu'en à peine six mois, le prix de la marchandise s'est effondré. « On a alors décidé de développer les métiers de valorisation du textile pour solvabiliser les emplois créés. En 1990, il y avait près de 200 salariés sur le site », se souvient le fondateur, M. Duponchel.

Réutilisation et recyclage ont ainsi réorienté progressivement la destination du tri vers les 70 boutiques Ding Fring, vers le réseau ou vers la mise en vente sur Internet et à l'export. La laine et l'acrylique rejoignent le circuit des filatures, souvent à l'export. La laine part ainsi en Inde. Le vrac, délesté des vêtements chauds, est exporté vers le Burkina Faso, le Sénégal et

Madagascar. L'argent gagné sur place est réinvesti dans des projets aussi divers que la production de miel au Burkina Faso, la culture maraichère au Sénégal ou le secteur automobile à Madagascar.

Ces dernières années, Le Relais a également bénéficié de deux leviers de croissance importants, qui lui ont permis de doubler son activité en cinq ans. D'une part, l'envolée du prix de la tonne de textile triée, qui est passée de 80 à 400 euros de 2007 à 2013. Mais la variation est forte en fonction de la demande et du change. « Quand le dollar monte, les Européens vendent, et quand l'euro est cher, ce sont les Américains qui vendent, dans des volumes beaucoup plus importants », souligne M. Duponchel.

D'autre part, l'écocontribution textile, mise en place pour détourner les textiles des ordures ménagères vers le recyclage, a boosté la filière. Comme tous les opérateurs de tri conventionnés EcoTLC (textile, linge de maison, chaussure) en France et en Europe, Le Relais perçoit depuis 2008 une écocontribution de 69 euros par tonne triée (10 % du coût de la collecte).

La marge de progression sur le marché de la collecte reste grande puisque les Français ne produisent que 2 kg de textile collectés par an et par habitant, contre 4 à 5 kg en moyenne en Europe et 9 kg en Allemagne. Le Relais prévoit une croissance annuelle de 12 % jusqu'en 2015. Mais l'appétit de concurrents, comme Sita, filiale de Suez Environnement, Veolia en France, ou encore Soex en Allemagne, qui répondent aux appels d'offres des collectivités territoriales sans avoir forcément les mêmes priorités que les acteurs de l'économie solidaire en termes de création d'emplois, risque de contrarier ce programme ambitieux.

Le Relais a été créé en 1984 sur un constat d'échec d'Emmaüs, qui n'arrivait pas à ramener vers l'emploi ceux qu'elle avait accueillis. L'objectif emploi a toujours été le fil rouge du

Relais. C'est pour cette raison que toutes les sociétés « Le Relais » adoptent le statut coopératif.

En France, comme dans les autres pays européens, les entreprises à but socio-économiques tentent d'équilibrer trois types de ressources : celles du marché, celles de la redistribution publique et celles de la réciprocité, comme la mise à disposition de biens

Les coopératives ont doublé leur activité en cinq ans grâce à l'envolée du prix de la matière première et à une écocontribution

ou de locaux par exemple. « Lors de la création du Relais à Bruay-la-Buissière, les premières collectes sur Arras ont ainsi été faites grâce aux camions prêtés par Terre, une organisation belge de valorisation du textile », se souvient M. Duponchel. « L'hybridation ne signifie pas le recours à ces trois types de ressources, mais évoque un équilibre entre ces ressources, négocié avec les partenaires dans le respect de la logique des projets », explique le sociologue Laurent Gardin (*Entreprise sociale et insertion*, Desclée de Brouwer, 2012).

Pour M. Duponchel, le succès des Relais est indissociable d'un mode de gouvernance propre aux entreprises à but social. Le plafonnement des salaires est ainsi maintenu depuis trente ans dans une échelle de 1 à 3 entre la rémunération de l'ouvrier et celle du PDG, 60 % des emplois sont en contrats à durée indéterminée et 40 % en contrat d'insertion, enfin, et surtout, les investissements des Relais sont décidés pour répondre au double objectif emploi et rentabilité. ■

Le textile, star des communautés d'Emmaüs

Collecte, tri, rénovation, revente : le marché de la récupération n'a cessé de croître avec la crise. Le phénomène est important dans les trois branches d'Emmaüs : celle des communautés qui rénovent ce qui sort des greniers, celle de l'action sociale et du logement, et enfin, celle de l'insertion, à laquelle est rattaché Le Relais, qui recycle vêtements, linge de maison et chaussures. En cinq ans, les ressources d'Emmaüs France ont ainsi augmenté de 40 % et la demande des usagers a changé. « Le textile est devenu le premier poste de recette des communautés. La friperie a pris la place des meubles », remarque le président d'Emmaüs France, Christophe Deltombe.

« La crise a eu un double effet d'aug-

mentation de la collecte et de baisse en qualité des produits », explique-t-il. La collecte d'objets donnés par les particuliers est en effet passée de 170 000 tonnes en 2007 à 265 700 en 2011, soit une hausse de 56 % en cinq ans !

Plus de visibilité depuis la crise

« Depuis le début de la crise, la multiplication des partenariats avec les associations a donné davantage de visibilité à Emmaüs. Ce qui a fidélisé les populations locales », note M. Deltombe. Pour preuve, la part des dons apportés aux communautés par les particuliers eux-mêmes était, fin 2011, en hausse de 24 % sur un an, tandis que les enlèvements à domicile reculaient légèrement.

Au dire des communautés, le nombre

de personnes qui visitent les sites Emmaüs a fortement augmenté ces dernières années. « On voit des jeunes couples venir s'équiper pour leur futur bébé et des populations qui ne sont pas coutumières de l'achat d'occasion », assure M. Deltombe. Il est toutefois difficile de se faire une idée exacte de la fréquentation, puisque aucun ticket d'entrée ne permet de la mesurer. Sauf lors des Salons d'Emmaüs, pour lesquels les chiffres indiquent plutôt une fréquentation stable et des recettes en hausse. L'édition 2012 a ainsi accueilli 27 000 visiteurs, contre 26 000 en 2007.

L'emploi a plus sûrement profité de cette « croissance de crise », avec près de 500 salariés de plus en cinq ans. ■

A. RR